

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.974/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 août 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "relative à l'organisation et au fonctionnement du culte musulman et portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus", a donné le 10 octobre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. L'ordonnance en projet est prise au titre de la compétence que l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles attribue aux Régions en ce qui concerne les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus.

À cet égard, il ne peut être perdu de vue qu'en vertu de l'article 92*bis*, § 2, h), de la loi spéciale du 8 août 1980, il incombe aux Régions de conclure un accord de coopération relatif aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont l'activité dépasse les limites d'une Région. À ce jour, comme l'ont confirmé les délégués du ministre, un tel accord n'existe pas. En attendant, conformément à l'article 94, § 2, de la même loi, les dispositions en vigueur restent applicables à ces établissements.

L'auteur de l'avant-projet à l'examen a pris en considération ce problème, en apportant, dans le commentaire des articles, les précisions suivantes :

"Il va cependant sans dire que dans le cadre du présent projet, le ressort territorial de chacune [des communautés] est limité à celui des 19 communes. Au cas où, comme pour les autres cultes reconnus, l'activité d'une communauté dépasserait le territoire de la Région bruxelloise, il y aurait obligatoirement lieu de conclure un accord de coopération avec la ou les régions également concernées, conformément à l'article 92*bis*, § 2, f) de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980."

.../...

Il conviendrait toutefois de préciser dans le dispositif, et non pas seulement dans le commentaire des articles, que l'ordonnance en projet s'applique uniquement aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus dont le ressort territorial ne dépasse pas les limites du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ¹.

En outre, les dispositions par lesquelles l'article 38 de l'avant-projet envisage de modifier les articles 17*bis* à 17*quinquies* de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes s'exposent à critique au regard des dispositions précitées de la loi spéciale du 8 août 1980. Il est renvoyé sur ce point à l'observation qui sera faite au sujet de l'article 38.

2. La Région est compétente pour régler l'organisation et le fonctionnement des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus par l'État fédéral. Or, l'article 19*bis*, alinéa 2, de la loi du 4 mars 1870, précitée, qui relève de la compétence fédérale, utilise les termes "culte islamique", et non "culte musulman". Dès lors, lorsqu'est mentionné, dans l'ordonnance en projet, le culte reconnu, il y a lieu d'utiliser dans la version française l'expression "culte islamique" et non "culte musulman". La version française de l'intitulé de l'ordonnance en projet, de l'intitulé du chapitre II, et de l'article 38, § 3, sera revue en conséquence.

3. La notion de "communauté musulmane" est employée dans l'ordonnance en projet pour désigner des réalités distinctes : le groupe des croyants qui forment une entité déterminée ainsi que cette entité elle-même, d'une part, et l'établissement public chargé de la gestion du temporel du culte pratiqué dans ladite entité, d'autre part.

⁽¹⁾ Voir également en ce sens les avis suivants de la section de législation du Conseil d'État : avis 33.390/2, donné le 12 juin 2002, sur l'avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert aux Régions et Communautés de diverses compétences (Doc. C.R.B., A-308/1-2001/2002, pp. 15 et 16); avis 36.134/3, donné le 13 janvier 2004 sur l'avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 7 mai 2004 relatif à l'organisation matérielle et au fonctionnement des cultes reconnus (Doc. VI. Parl., session 2003-2004, n° 2100/1, p. 133).

Afin d'éviter toute confusion, il conviendrait d'utiliser des expressions distinctes pour recouvrir ces réalités, à l'instar de ce qui existe, par exemple, pour le culte catholique, où l'on distingue la paroisse de la fabrique d'église ².

Les délégués du ministre ont exprimé le souhait que la notion de communauté musulmane soit conservée pour désigner l'établissement public chargé de la gestion du temporel du culte islamique. Dans ce cas, il conviendrait que l'auteur de l'avant-projet revoie les différentes dispositions dans lesquelles apparaît la notion de communauté musulmane afin de s'assurer qu'elle ne vise dès lors plus que l'établissement public chargé de la gestion du temporel du culte islamique.

4.1. L'avant-projet d'ordonnance à l'examen prévoit un système d'élection pour la composition des comités de gestion des communautés musulmanes. L'article 10 prévoit ainsi la constitution d'une liste de candidats, la possibilité d'introduire un recours contre cette liste et les modalités de l'élection. Il reste toutefois en défaut de prévoir une liste des électeurs (or, la condition relative à l'inscription au registre de la communauté pourrait être source de contestation) et la possibilité d'un recours contre cette liste. Il ne précise pas non plus comment est porté à la connaissance des membres de la communauté le résultat des élections (une liste des élus pourrait être rendue publique) ni la possibilité d'un recours contre ces élections.

Le système mis en place devra en conséquence être complété pour que chaque étape des élections soit précisée dans l'avant-projet d'ordonnance et que tous les recours nécessaires y soient également organisés ³.

(2) Voir en ce sens l'avis 36.134/3, donné le 13 janvier 2004, sur l'avant-projet devenu le décret de la Région flamande du 7 mai 2004 relatif à l'organisation matérielle et au fonctionnement des cultes reconnus (Doc. VI. Parl., session 2003-2004, n° 2100/1, pp. 140 et 141).

(3) Voir les procédures prévues par l'arrêté royal du 3 mai 1978 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues et l'avis de la section de législation du Conseil d'État 12.744, donné le 9 mars 1977, à propos du projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 3 mai 1978 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues.

4.2. Les articles 8, 9, alinéa 1^{er}, et 10, § 2, contiennent des dispositions qui ne concernent que la première élection des comités de gestion. Afin d'assurer une meilleure lisibilité du texte en projet et étant donné que ces dispositions sont uniquement destinées à s'appliquer lors de la première élection, il conviendrait de les regrouper en fin de projet sous la forme de dispositions transitoires.

5. L'avant-projet d'ordonnance se présente comme un texte tendant à régler de manière générale l'organisation et le fonctionnement des établissements chargés de la gestion du temporel du culte islamique ⁴.

Il conviendrait donc qu'il contienne l'ensemble des dispositions législatives en la matière et qu'il abroge, en ce qu'elles concernent le culte islamique, toutes celles des dispositions de la loi du 4 mars 1870, précitée, qui relèvent des compétences régionales. En tout cas, il doit, en ce qui concerne le culte islamique, abroger les dispositions de cette loi qui ne sont pas compatibles avec le régime qu'il met en place.

L'avant-projet d'ordonnance n'est, à cet égard, pas suffisant. Ainsi notamment, il n'organise pas la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel du culte islamique, puisque sur ce point, il laisse subsister les dispositions en la matière de la loi du 4 mars 1870, précitée ⁵. Ou encore il est en défaut d'abroger expressément, en ce qui concerne le culte islamique, l'article 19*bis*, alinéa 1^{er}, de la même loi, qu'il prive de toute raison d'être.

Par ailleurs, il conviendrait aussi que l'avant-projet abroge expressément l'arrêté royal du 3 mai 1978 portant organisation des comités chargés de la gestion du temporel des communautés islamiques reconnues.

⁽⁴⁾ Et non pas, comme l'indique l'intitulé de l'avant-projet et celui du chapitre II, l'organisation et le fonctionnement du culte lui-même. Le texte devrait être revu sur ce point.

⁽⁵⁾ Article 19*bis*, alinéas 3 à 6 de cette loi, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

De l'accord des délégués du ministre, dans la version française du texte, l'expression "organe représentatif agréé" doit être remplacée par "organe représentatif reconnu". La même observation vaut pour l'article 10, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2.

Article 5

Comme l'ont confirmé les délégués du ministre, l'article 5 permet au Gouvernement, lorsque sont remplies les conditions objectives de reconnaissance d'une communauté qui sont requises par les premier et troisième tirets, de conserver un large pouvoir d'appréciation afin d'accorder ou non la reconnaissance demandée. Selon le texte en projet, le Gouvernement exerce ce pouvoir d'appréciation après avoir pris l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle se situe le bâtiment affecté ou à affecter à l'usage du culte, cet avis étant donné "au regard de l'intérêt communal".

Pour éviter toute atteinte au principe d'égalité, le texte doit préciser les éléments sur lesquels le Gouvernement doit fonder sa décision de reconnaître ou pas un établissement chargé de la gestion du temporel du culte.

En outre, il convient aussi de préciser davantage le type de considérations d'"intérêt communal" qui est envisagé.

Sur ce point, le commentaire des articles fait état de ce que la commune pourrait éclairer le Gouvernement "par exemple sur les problèmes de voisinage ou de gestion de l'espace public, pouvant éventuellement se présenter".

On ne peut, à cet égard, perdre de vue qu'il existe d'autres législations - par exemple l'article 135 de la nouvelle loi communale, qui reconnaît la compétence des communes de prendre des mesures de police administrative générale, ou la législation relative à l'aménagement du territoire et de l'urbanisme - qui permettent aux autorités, communales ou régionales selon le cas, de prendre des décisions de nature à régler les problèmes de voisinage ou de gestion de l'espace public que peut susciter l'installation ou l'utilisation d'un lieu de culte.

S'il se conçoit parfaitement que, comme le prévoit, du reste, le troisième tiret de la disposition à l'examen, l'autorité qui est saisie d'une demande de reconnaissance d'une communauté cultuelle s'assure que le bâtiment affecté ou à affecter à l'usage du culte satisfait à ces législations, il serait par contre générateur de confusion entre le domaine d'application de celles-ci et celui de l'ordonnance en projet de permettre à ladite autorité d'exercer un pouvoir d'appréciation en opportunité sur le type de problèmes évoqué lorsqu'elle instruit une demande de reconnaissance d'une communauté cultuelle.

La disposition en projet doit être fondamentalement revue pour tenir compte de ces observations.

Article 6

1. L'alinéa 2 prévoit un système de tirage au sort pour permettre de désigner les membres du comité qui devront le quitter lors du premier renouvellement partiel. Il conviendrait que des précisions soient apportées en ce qui concerne les modalités de ce tirage au sort (par qui est-il effectué, dans quelles circonstances, ...).

La même observation vaut pour l'article 9, alinéa 2.

2. L'alinéa 4 prévoit un système de cooptation en cas de remplacement en cours de mandat d'un des membres du comité. Il permet ainsi à une personne qui n'aurait pas été élue et n'aurait même pas été candidate, de faire partie du comité sur simple décision des membres de ce comité.

Le Conseil d'État n'aperçoit pas comment justifier au regard du principe d'égalité la différence de traitement ainsi établie entre les membres d'un comité.

D'autres solutions peuvent être envisagées, notamment le recours à la suppléance ou à des candidats non élus mais figurant en ordre utile au terme des élections.

Article 7

À l'article 7, § 3, 4°, il conviendrait de viser également les secrétaires d'État régionaux.

En ce qui concerne l'incompatibilité visée à l'article 7, § 3, 7°, il conviendrait de préciser les raisons pour lesquelles l'on vise les agents des administrations fiscales et uniquement eux.

Article 8

À la dernière phrase, les termes "dans le respect de l'article 5" seront remplacés par les termes "visés à l'article 5".

Article 9

La troisième phrase de l'alinéa 2 est ambiguë. Sans doute vise-t-elle l'hypothèse de parité des voix entre deux ou plusieurs candidats alors qu'il ne reste plus qu'un seul membre à élire au sein du comité. Le texte doit être revu afin de mieux faire ressortir cette hypothèse.

Article 11

La dernière phrase doit faire l'objet d'un alinéa séparé.

Article 15

Au 4°, de l'accord des délégués du ministre, les mots "l'établissement" doivent être suivis des mots "d'un projet".

Article 19

Selon les délégués du ministre, l'expression "sans préjudice de l'article 11 alinéa 2" vise à préciser qu'il ne peut être dérogé à l'article 11, alinéa 2.

Dès lors, le début de l'article 19 de l'avant-projet sera mieux rédigé comme suit : "Dans le respect de l'article 11, alinéa 2 (...)".

Article 20

Il résulte de la seconde phrase que le comité peut inviter à ses réunions l'Imam du premier rang ou son suppléant, qui y siège alors avec voix consultative.

La question se pose de savoir pour quel motif admissible au regard du principe d'égalité le texte contient cette restriction. L'attention est à cet égard attirée sur le fait qu'en ce qui concerne d'autres cultes, c'est avec voix délibérative que le ministre du culte ou son remplaçant siège au sein du ou des organes de l'établissement chargé de la gestion du temporel du culte dont il s'agit ⁶.

Le texte sera réexaminé et, le cas échéant, revu en conséquence.

Article 23

Dans l'alinéa 1^{er}, comme en ont convenu les délégués du ministre, les mots "ayant le droit de siéger" n'ont pas de raison d'être et seront donc omis.

⁽⁶⁾ Voir ainsi, par exemple, l'article 4 de l'arrêté royal du 15 mars 1988 portant organisation des conseils de fabriques d'église du culte orthodoxe.

Article 24

Afin de donner une portée utile à l'article 23 et de l'accord des délégués du ministre, il conviendrait de prévoir que les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

L'article 24 sera revu en conséquence.

Article 25

Au 3°, il y a lieu de remplacer les mots "au besoin de" par le mot "pour" et la version néerlandaise de la disposition en projet serait mieux rédigée comme suit :

"3° in genhillen te werken als advocaat of notaris voor de tegenpartij van (...)".

Article 26

La notion d'"arrêté" et l'expression "soumis sous peine de nullité" sont inadéquates en ce qui concerne l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur. Ces termes seront donc omis de l'article 26.

Article 27

1. Comme en ont convenu les délégués du ministre, le paragraphe 1^{er}, 5°, tend, non seulement, à déterminer une catégorie de produits ou de recettes de la communauté musulmane, mais aussi à imposer à la Région l'obligation de couvrir les frais et dépenses visés au paragraphe 2, en cas d'insuffisance des autres produits et recettes.

Le texte gagnerait à être rédigé en distinguant mieux ces deux règles.

2. Par ailleurs, il convient comme à l'article 29, alinéa 2, de viser "l'allocation de la Région" et non pas "les allocations".

Article 31

Il n'est pas nécessaire de préciser que le Gouvernement statue par arrêté motivé. En effet, une telle précision peut laisser croire que le Gouvernement n'est tenu de motiver ses décisions que lorsque cette exigence est expressément prévue, alors que, d'une manière générale, l'obligation de motivation formelle s'impose au Gouvernement en vertu de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

La même observation vaut pour l'article 34.

Article 33

Cet article doit être complété afin de prévoir les conséquences liées à la non-approbation des comptes dans le délai fixé.

Chapitre III (articles 35 à 37)

Le chapitre à l'examen contient diverses dispositions relatives au temporel de tous les cultes reconnus, et non pas seulement du culte islamique. Ces dispositions n'ont pas leur place dans un avant-projet d'ordonnance qui a trait essentiellement à la gestion du temporel du seul culte islamique. Elles devraient faire l'objet d'une ordonnance séparée. C'est sous cette réserve qu'elles sont examinées ici.

En tout état de cause, il ne peut être perdu de vue que, sur certains points, ces dispositions règlent des matières qui sont déjà régies par des dispositions existantes : ainsi notamment, l'article 36, § 2, porte sur des matières déjà réglées par les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 16 août 1824 portant que les fabriques et administrations d'église ne peuvent prendre des dispositions sur des objets dont le soin ne leur est pas expressément conféré par les lois, règlements et ordonnances existants; ou encore, l'article 37 ne peut être dissocié de l'article 92, 2°, du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les

.../...

fabriques des églises et de l'article 255, 12°, de la nouvelle loi communale. Si le législateur adopte les dispositions à l'examen, il lui appartiendra de se prononcer expressément sur le sort à réserver aux dispositions existantes dans ces matières.

Article 35

1. Cet article prévoit des conditions à remplir pour être membre d'un organe de gestion d'un établissement chargé de la gestion du temporel d'un culte reconnu. Il vise à s'appliquer aux organes de tous les cultes reconnus. Toutefois, bien que l'article 35 fasse référence aux "désignations, élections et renouvellements partiels des organes de gestion", les deux conditions fixées visent uniquement les personnes qui souhaitent être électeurs ou éligibles. Ces conditions ne pourraient donc pas s'appliquer aux organes de gestion pour lesquels il n'y a pas d'élection. Cette discordance doit être levée.

2. Au 1°, il conviendrait de préciser devant quelle autorité, à quel moment et selon quelle procédure les intéressés doivent produire le certificat de bonnes conduite, vie et moeurs visé par le texte.

Article 36

1. L'article 36, § 1^{er}, énonce une évidence. Il peut par conséquent être omis.

2. Au paragraphe 2, il conviendrait de préciser qui, du Gouvernement ou de la commune (et, en ce cas, quel organe de la commune), est habilité à délivrer l'autorisation que prévoit le texte. Il va de soi que, si c'est l'autorité communale qui est compétente, il n'y a pas lieu de prévoir son avis. Le texte sera revu en conséquence.

Article 38

Les articles 17*bis* à 17*quinqüies* de la loi du 4 mars 1870, précitée, organisent la tutelle sur les fabriques cathédrales. En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, il y a lieu d'observer qu'il existe une seule cathédrale sur son territoire, à savoir Saints-Michel-et-Gudule, qui dépend de l'archevêché de Malines-Bruxelles.

La question qui se pose est de savoir si la Région de Bruxelles-Capitale est compétente pour apporter, seule, des modifications relatives à la tutelle s'exerçant sur la fabrique cathédrale de Saints-Michel-et-Gudule, étant donné que, selon l'article 92*bis*, § 2, h), de la loi spéciale du 8 août 1980, il incombe aux Régions de conclure un accord de coopération relatif aux établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, dont l'activité dépasse les limites d'une Région ⁷.

Selon l'article 2 de la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers, modifié par la loi du 10 mars 1999,

"L'archidiocèse de Malines-Bruxelles comprend la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif de Malines, à l'exclusion des cantons de Lierre et de Heist-op-den-Berg.

L'archevêque de Malines-Bruxelles a deux résidences de rang égal : l'une à Malines, l'autre à Bruxelles, ainsi que deux cathédrales : l'église Saint-Rombaut, à Malines, et l'église Saints-Michel-et-Gudule, à Bruxelles."

L'article 4 de la même loi, remplacé par la loi du 10 mars 1999, précise en outre :

"Le Roi fixe la participation de la province d'Anvers, de la province du Brabant wallon, de la province du Brabant flamand et de la Région de Bruxelles-Capitale aux charges provinciales afférents aux fabriques cathédrales de Saint-Rombaut et des Saints-Michel-et-Gudule, en proportion de la population comprise dans l'archidiocèse conformément à l'article 111 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église."

⁽⁷⁾ Il est renvoyé à ce propos à l'observation générale 1.

On peut déduire de ces dispositions que le ressort territorial des deux fabriques cathédrales de l'archidiocèse de Bruxelles-Malines n'est pas limité à la région ou à la province dans laquelle se situe la cathédrale concernée, mais qu'il s'étend à l'ensemble du ressort territorial de l'archidiocèse, à savoir la province du Brabant wallon, la province du Brabant flamand, l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et l'arrondissement administratif de Malines, à l'exclusion des cantons de Lierre et de Heist-op-den-Berg.

Par conséquent, à défaut d'accord de coopération conclu entre les Régions en application de l'article 92*bis*, § 2, h), de la loi spéciale du 8 août 1980, il n'appartient pas à la Région de Bruxelles-Capitale de modifier seule les articles 17*bis* à 17*quinquies* de la loi du 4 mars 1870, précitée. En attendant, conformément à l'article 94, § 2, de la loi spéciale du 8 août 1980, ces dernières dispositions restent applicables.

Les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 38 de l'avant-projet doivent donc être omis.

Dans la mesure où l'intention de l'auteur de l'avant-projet est d'organiser les modalités de la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel du culte islamique, il est renvoyé à l'observation générale 5.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J.-C. SCHOLSEM,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Les rapports ont été présentés par M. B. JADOT, premier auditeur chef de section et Mme L. VANCRAYEBECK, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.974/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 augustus 2005 door de Minister-Voorzitter van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst en houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensten", heeft op 10 oktober 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. De ontworpen ordonnantie baseert zich op de bevoegdheid die artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de gewesten verleent met betrekking tot de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten.

In dat verband mag niet uit het oog worden verloren dat krachtens artikel 92*bis*, § 2, h), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de gewesten een samenwerkingsakkoord dienen te sluiten met betrekking tot de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die de grenzen van een gewest overschrijden. Zoals de gemachtigden van de minister hebben bevestigd, bestaat een zodanig akkoord nog niet tot op heden. Overeenkomstig artikel 94, § 2, van dezelfde wet blijven intussen de vigerende bepalingen toepasselijk op die instellingen.

De steller van het onderzochte voorontwerp heeft dat probleem erkend; in de artikelsgewijze toelichting heeft hij daaromtrent het volgende gesteld :

"Binnen het kader van dit ontwerp is het evenwel duidelijk dat het territoriaal ambtsgebied van elke gemeenschap beperkt is tot dit van de 19 gemeenten. Ingeval de activiteit van een gemeenschap, net als voor de andere erkende erediensten, het grondgebied van het Brussels Gewest zou overschrijden, was er noodzakelijkerwijs alle reden toe om een samenwerkingsakkoord af te sluiten met het of de gewesten die er conform artikel 92*bis*, § 2, f) van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen eveneens bij betrokken zijn."

Niet alleen in de artikelsgewijze toelichting, maar tevens in het dispositief dient evenwel te worden gepreciseerd dat de ontworpen ordonnantie alleen toepasselijk is op de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die de grenzen van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet overschrijden ¹.

Bovendien zijn de bepalingen waarbij artikel 38 van het voorontwerp de artikelen 17*bis* tot 17*quinquies* van de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten beoogt te wijzigen, voor kritiek vatbaar in het licht van de voornoemde bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. In dat verband wordt verwezen naar de opmerking die zal worden gemaakt met betrekking tot artikel 38.

2. Het gewest is bevoegd om de organisatie en de werkwijze te regelen van de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporaliën van de door de federale Staat erkende erediensten. In artikel 19*bis*, tweede lid, van de Franse tekst van de voornoemde wet van 4 maart 1870, dat onder de federale bevoegdheid ressorteert, wordt evenwel de uitdrukking "culte islamique" gebruikt in plaats van de uitdrukking "culte musulman". Wanneer in de ontworpen ordonnantie de erkende eredienst wordt vermeld, moet bijgevolg in de Franse lezing de uitdrukking "culte islamique" worden gebruikt, en niet "culte musulman". De Franse tekst van het opschrift van de ontworpen ordonnantie, van het opschrift van hoofdstuk II en van artikel 38, § 3, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

⁽¹⁾ Zie in die zin eveneens de volgende adviezen van de afdeling Wetgeving van de Raad van State : advies 33.390/2, op 12 juni 2002 verstrekt over het voorontwerp dat geworden is de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen (Gedr. Stuk BHR, A-308/1-2001/2002, blz. 15 en 16); advies 36.134/3, op 13 januari 2004 verstrekt over het voorontwerp dat geworden is het decreet van het Vlaams Gewest van 7 mei 2004 betreffende de materiële organisatie en werking van de erkende erediensten (Gedr. Stuk VI. Parl., zitting 2003-2004, nr. 2100/1, blz. 133).

3. Het begrip "islamitische gemeenschap" heeft in de ontworpen ordonnantie verschillende betekenissen : enerzijds wordt daarbij de groep gelovigen bedoeld die een bepaalde entiteit vormen, alsook die entiteit zelf, en anderzijds de openbare instelling belast met het beheer van de temporalien van de in die entiteit beoefende eredienst.

Om iedere verwarring te voorkomen, dienen in die verschillende betekenissen onderscheiden uitdrukkingen te worden gebruikt, naar het voorbeeld van wat bijvoorbeeld voor de katholieke eredienst bestaat, waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen de parochie en de kerkfabriek ².

De gemachtigden van de minister hebben de wens uitgedrukt dat het begrip "islamitische gemeenschap" gehandhaafd blijft ter aanduiding van de openbare instelling belast met het beheer van de temporalien van de islamitische eredienst. In dat geval dient de steller van het voorontwerp de verschillende bepalingen te herzien waarin het begrip "islamitische gemeenschap" voorkomt en moet hij zich ervan vergewissen dat dat begrip derhalve alleen nog slaat op de openbare instelling belast met het beheer van de temporalien van de islamitische eredienst.

4.1. Het onderzochte voorontwerp van ordonnantie voorziet in een systeem van verkiezing voor de samenstelling van de beheerscomités van de islamitische gemeenschappen. Artikel 10 voorziet aldus in de opmaak van een kandidatenlijst, in de mogelijkheid om tegen die lijst beroep in te stellen en in de nadere regels betreffende de verkiezing. Het voorontwerp voorziet evenwel niet in een kiezerslijst (de voorwaarde betreffende de inschrijving in het register van de gemeenschap kan immers voor betwisting zorgen), noch in de mogelijkheid van beroep tegen die lijst. Het voorontwerp bepaalt evenmin hoe de uitslag van de verkiezing ter kennis wordt gebracht van de leden van de gemeenschap (een lijst met de verkozenen kan openbaar worden gemaakt), en voorziet niet in de mogelijkheid van beroep tegen die verkiezing.

(2) Zie in die zin advies 36.134/3, op 13 januari 2004 verstrekt over het voorontwerp dat geworden is het decreet van het Vlaams Gewest van 7 mei 2004 betreffende de materiële organisatie en werking van de erkende erediensten (Gedr. Stuk VI. Parl., zitting 2003-2004, nr. 2100/1, blz. 140 en 141).

De voorgestelde regeling moet dienovereenkomstig worden aangevuld, zodat iedere stap in de verkiezing wordt vastgelegd in het voorontwerp van ordonnantie en alle nodige beroepen eveneens erin worden georganiseerd ³.

4.2. De artikelen 8, 9, eerste lid, en 10, § 2, bevatten bepalingen die alleen de eerste verkiezing van de beheerscomités betreffen. Met het oog op een betere leesbaarheid van de ontworpen tekst en vermits die bepalingen uitsluitend op de eerste verkiezing toepassing moeten vinden, zouden ze aan het eind van het ontwerp moeten worden samengebracht in de vorm van overgangsbepalingen.

5. Het voorontwerp van ordonnantie dient zich aan als een tekst die op algemene wijze de organisatie en de werkwijze beoogt te regelen van de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de islamitische godsdienst ⁴.

Het voorontwerp moet bijgevolg alle wetsbepalingen ter zake bevatten en moet alle bepalingen van de voornoemde wet van 4 maart 1870 opheffen die tot de bevoegdheid van de gewesten behoren, in zoverre ze de islamitische eredienst betreffen. Het voorontwerp moet in ieder geval, wat de islamitische eredienst betreft, de bepalingen van die wet opheffen die niet bestaanbaar zijn met de bij het voorontwerp ingevoerde regeling.

⁽³⁾ Zie de procedures voorgeschreven bij het koninklijk besluit van 3 mei 1978 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporaliën van de erkende islamitische gemeenschappen, en advies 12.744 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, dat op 9 maart 1977 is verstrekt over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 3 mei 1978 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporaliën van de erkende islamitische gemeenschappen is geworden.

⁽⁴⁾ Doch niet, zoals het opschrift van het voorontwerp en dat van hoofdstuk II aangeven, de organisatie en de werkwijze van de eredienst zelf. De tekst moet op dat punt worden herzien.

Het voorontwerp van ordonnantie is in dat opzicht ontoereikend. Zo regelt het onder meer niet het toezicht op de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de islamitische eredienst, daar het op dat punt de desbetreffende bepalingen van de voornoemde wet van 4 maart 1870 laat voortbestaan ⁵. Zo ook heft het voorontwerp niet uitdrukkelijk, wat de islamitische eredienst betreft, artikel 19*bis*, eerste lid, van diezelfde wet op, een artikel dat door het voorontwerp volledig wordt uitgehold.

Voorts moet het voorontwerp eveneens het koninklijk besluit van 3 mei 1978 tot inrichting van de comités belast met het beheer van de temporaliën van de erkende islamitische gemeenschappen uitdrukkelijk opheffen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in de Franse lezing van de tekst de uitdrukking "organe représentatif agréé" moet worden vervangen door "organe représentatif reconnu". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 1, derde lid, en § 2.

Artikel 5

De gemachtigden van de minister hebben bevestigd dat artikel 5 de Regering de mogelijkheid biedt om, wanneer voldaan is aan de objectieve voorwaarden inzake de erkenning van een gemeenschap die worden gesteld in het eerste en het derde streepje, een ruime beoordelingsbevoegdheid te behouden teneinde de aangevraagde erkenning al dan niet te verlenen. Volgens de ontworpen tekst oefent de Regering die

⁽⁵⁾ Artikel 19*bis*, derde tot zesde lid, van die wet, gewijzigd bij de ordonnantie van 18 juli 2002.

beoordelingsbevoegdheid uit na het advies te hebben ingewonnen van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het voor de eredienst bestemde of te bestemmen gebouw staat, een advies dat wordt verstrekt in het licht van "het gemeentelijk belang".

Om iedere schending van het gelijkheidsbeginsel te voorkomen, moet de tekst de gegevens bepalen waarop de Regering haar beslissing om een instelling belast met het beheer van de temporaliën van de eredienst al dan niet te erkennen, moet baseren.

Bovendien moet eveneens het in het vooruitzicht gestelde type van overwegingen van "gemeentelijk belang" nader worden bepaald.

In dat opzicht stelt de artikelsgewijze toelichting dat de gemeente de Regering zou kunnen inlichten "bijvoorbeeld over de buurtgebonden problemen of problemen in verband met het beheer van de openbare ruimte die zich eventueel kunnen voordoen".

In dat verband mag niet uit het oog worden verloren dat er andere wetsebepalingen bestaan - zoals artikel 135 van de nieuwe gemeentewet, dat de bevoegdheid van de gemeenten erkent om maatregelen van algemene bestuurlijke politie te treffen, of de wetgeving betreffende de ruimtelijke ordening en de stedenbouw - die de overheid, naargelang van het geval de gemeenten of de gewesten, de mogelijkheid bieden beslissingen te nemen teneinde buurtgebonden problemen of problemen in verband met het beheer van de openbare ruimte op te lossen waartoe de vestiging of de aanwending van een plaats van eredienst aanleiding kan geven.

Zoals in het derde streepje van de onderzochte bepaling overigens wordt gesteld, is het volstrekt aannemelijk dat de overheid waaraan een aanvraag tot erkenning van een cultuele gemeenschap is gericht zich ervan vergewist dat het voor de eredienst bestemde of te bestemmen gebouw aan die wetsebepalingen voldoet, maar tussen de toepassingssfeer van die bepalingen en de toepassingssfeer van de ontworpen ordonnantie zou verwarring kunnen ontstaan indien die overheid de mogelijkheid wordt geboden een beleidskeuze te maken op basis van de voornoemde soort van problemen wanneer ze een aanvraag tot erkenning van een cultuele gemeenschap onderzoekt.

De ontworpen bepaling moet grondig worden herzien, zodat met die opmerkingen rekening wordt gehouden.

Artikel 6

1. Het tweede lid voorziet in een systeem van loting voor de aanwijzing van de leden van het comité die dat comité moeten verlaten bij de eerste gedeeltelijke vernieuwing. De nadere regels van die loting (door wie wordt ze uitgevoerd, in welke omstandigheden, ...) moeten worden verduidelijkt.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9, tweede lid.

2. Het vierde lid voorziet in een systeem van coöptatie indien één van de leden van het comité tijdens de duur van zijn mandaat moet worden vervangen. Aldus kan een persoon die niet is verkozen en die zich zelfs niet kandidaat heeft gesteld, op basis van een loutere beslissing van de leden van het comité deel ervan uitmaken.

De Raad van State ziet niet in hoe de verschillende behandeling die aldus ten aanzien van de leden van een comité wordt ingevoerd, kan worden verantwoord in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

Andere oplossingen kunnen worden bedacht, zoals een systeem van plaatsvervangers of van kandidaten die weliswaar niet verkozen zijn, maar die op basis van hun uitslag bij de verkiezing in aanmerking komen voor aanwijzing.

Artikel 7

In artikel 7, § 3, 4°, moet eveneens worden verwezen naar de gewestelijke staatssecretarissen.

Wat betreft de onverenigbaarheid genoemd in artikel 7, § 3, 7°, moeten de redenen worden opgegeven waarom de ambtenaren van de fiscale administraties vermeld worden, en zij alleen.

Artikel 8

In de laatste zin moeten de woorden ", mits naleving van artikel 5" vervangen worden door de woorden "bedoeld in artikel 5".

Artikel 9

De derde zin van het tweede lid is dubbelzinnig. Wellicht wordt het geval bedoeld van staking van stemmen met betrekking tot één of meer kandidaten, terwijl binnen het comité nog slechts één lid dient te worden verkozen. De tekst moet worden herzien, waarbij dit geval nader wordt omschreven.

Artikel 11

De laatste zin moet worden opgenomen in een afzonderlijk lid.

Artikel 15

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat men in onderdeel 4° schrijve : "het opmaken van een ontwerp van jaarrekeningen en een ontwerp van eindrekening".

Artikel 19

Volgens de gemachtigden van de minister beoogt de uitdrukking "onverminderd artikel 11, tweede lid" aan te geven dat niet mag worden afgeweken van artikel 11, tweede lid.

Het zou derhalve beter zijn het begin van artikel 19 van het voorontwerp als volgt te stellen : "Met inachtneming van artikel 11, tweede lid, wordt (...)".

Artikel 20

Uit de tweede zin volgt dat het comité op zijn vergaderingen de eerste imam of diens vervanger kan uitnodigen, die er adviserende stem heeft.

De vraag rijst op basis van welk in het licht van het gelijkheidsbeginsel aanvaardbaar motief de tekst die beperking bevat. In dit verband wordt erop gewezen dat wat andere erediensten betreft, de bedienaar van de eredienst of diens plaatsvervanger met beslissende stem zitting heeft in het orgaan of de organen belast met het beheer van de temporalien van de desbetreffende eredienst ⁶.

De tekst moet opnieuw worden onderzocht en moet in voorkomend geval dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 23

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat in het eerste lid het woord "zittinghebbende" doelloos is en dus moet vervallen.

⁽⁶⁾ Zie aldus bijvoorbeeld artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 maart 1988 tot organisatie van de raden van de kerkfabrieken van de orthodoxe eredienst.

Artikel 24

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat, wil artikel 23 een dienstige strekking hebben, voorgeschreven moet worden dat de beslissingen worden genomen bij een meerderheid van de aanwezige leden.

Artikel 24 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 25

In onderdeel 3° moeten de woorden "ten behoeve van" vervangen worden door het woord "voor" en zou de tekst duidelijker geredigeerd kunnen worden als volgt :

"3° in geschillen te werken als advocaat of notaris voor de tegenpartij van ...".

Artikel 26

Het begrip "besluit" en de woorden "op straffe van nietigheid" zijn niet geschikt voor het vaststellen van een huishoudelijk reglement. Die woorden moeten dus vervallen in artikel 26.

Artikel 27

1. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 1, 5°, niet alleen ertoe strekt een categorie van opbrengsten of ontvangsten van de islamitische gemeenschap vast te stellen, maar ook tot doel heeft het Gewest ertoe te verplichten de kosten en uitgaven bedoeld in paragraaf 2 te dekken indien de overige opbrengsten en ontvangsten ontoereikend zijn.

Het verdient aanbeveling de tekst aldus te redigeren dat die twee regels duidelijker van elkaar worden onderscheiden.

.../...

2. Voorts dient net zoals in artikel 29, tweede lid, verwezen te worden naar "de toelage van het Gewest" in plaats van naar "de toelagen".

Artikel 31

Het is onnodig te preciseren dat de Regering beslist met een gemotiveerd besluit. Een zodanige precisering kan immers de indruk wekken dat de Regering haar beslissingen alleen hoeft te motiveren wanneer dat vereiste uitdrukkelijk is voorgeschreven, terwijl de Regering op algemene wijze tot uitdrukkelijke motivering gehouden is krachtens de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 34.

Artikel 33

Dit artikel moet aldus worden aangevuld dat de gevolgen verbonden aan de niet-goedkeuring van de rekeningen binnen de gestelde termijn worden bepaald.

Hoofdstuk III (artikelen 35 tot 37)

Het onderzochte hoofdstuk bevat verscheidene bepalingen betreffende de temporalien van alle erkende erediensten, en niet uitsluitend van de islamitische eredienst. Die bepalingen horen niet thuis in een voorontwerp van ordonnantie dat in wezen het beheer van de temporalien van de enkele islamitische eredienst betreft. Ze moeten worden opgenomen in een afzonderlijke ordonnantie. Ze worden hierna onder dat voorbehoud onderzocht.

Hoe dan ook mag niet uit het oog worden verloren dat die bepalingen op sommige punten aangelegenheden regelen die reeds in bestaande bepalingen worden behandeld : zo betreft artikel 36, § 2, aangelegenheden die reeds geregeld worden bij de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 16 augustus 1824 houdende dat de kerkbesturen en kerkelijke administraties geen beschikkingen kunnen nemen omtrent onderwerpen, waarvan de bezorging hen niet uitdrukkelijk bij de bestaande wetten, reglementen of verordeningen is opgedragen; zo ook kan artikel 37 niet los worden beschouwd van artikel 92, 2°, van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkbesturen en van artikel 255, 12°, van de nieuwe gemeentewet. Indien de wetgever de onderzochte bepalingen aanneemt, moet hij uitdrukkelijk aangeven wat te gebeuren staat met de in die aangelegenheden bestaande bepalingen.

Artikel 35

1. Dit artikel bepaalt de voorwaarden die moeten worden vervuld om lid te worden van een bestuursorgaan van een instelling belast met het beheer van de temporaliën van een erkende eredienst. Het is bestemd om toepassing te vinden op de organen van alle erkende erediensten. Hoewel artikel 35 verwijst naar de "aanstellingen, verkiezingen en gedeeltelijke hernieuwingen van de beheersorganen", betreffen de twee gestelde voorwaarden echter alleen de personen die wensen kiesgerechtigd of verkiesbaar te zijn. Die discordantie moet worden weggewerkt.

2. In onderdeel 1° moet worden gepreciseerd vóór welke instantie, op welk tijdstip en volgens welke procedure de betrokkenen het in de tekst genoemde bewijs van goed zedelijk gedrag moeten voorleggen.

Artikel 36

1. Artikel 36, § 1, schrijft een vanzelfsprekendheid voor. Die bepaling mag dan ook vervallen.

2. In paragraaf 2 dient te worden gepreciseerd welke instantie, de Regering of de gemeente (en, in het laatste geval, welk orgaan van de gemeente), gerechtigd is om de in de tekst bedoelde toestemming te verlenen. Het spreekt vanzelf dat indien de gemeente bevoegd is, haar advies niet hoeft te worden voorgeschreven. De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 38

De artikelen 17*bis* tot 17*quinquies* van de voornoemde wet van 4 maart 1870 regelen het toezicht op de kathedrale kerkfabrieken. Er moet worden opgemerkt dat zich op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest slechts één enkele kathedraal bevindt, te weten die van Sint-Michiël-en-Goedele, die ressorteert onder het aartsbisdom Mechelen-Brussel.

De vraag is of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd is om als enige wijzigingen aan te brengen in het toezicht op de kathedrale kerkfabriek van Sint-Michiël-en-Goedele, daar volgens artikel 92*bis*, § 2, h), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de gewesten een samenwerkingsakkoord moeten sluiten met betrekking tot de instellingen belast met het beheer van de temporaliën van de erkende erediensten die de grenzen van een gewest overschrijden ⁷.

Artikel 2 van de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen, gewijzigd bij de wet van 10 maart 1999, bepaalt :

"Het aartsbisdom Mechelen-Brussel omvat de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en het administratief arrondissement Mechelen, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg.

De aartsbisschop van Mechelen-Brussel heeft twee evenwaardige residenties : een te Mechelen en een te Brussel, en twee kathedrale kerken : Sint-Rombouts, te Mechelen, en Sint-Michiël-en-Goedele, te Brussel."

⁽⁷⁾ In dit verband wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 4 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 maart 1999, bepaalt voorts :

"De Koning bepaalt het aandeel van de provincie Antwerpen, de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de provincielaan voor de kathedrale kerkfabrieken Sint-Rombouts en Sint-Michiël-en-Goedele in verhouding tot de in het aartsbisdom begrepen bevolking overeenkomstig artikel 111 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken."

Uit die bepalingen kan worden afgeleid dat het ambtsgebied van de twee kathedrale kerkfabrieken van het aartsbisdom Brussel-Mechelen zich niet beperkt tot het gewest of de provincie waarin de betrokken kathedraal zich bevindt, maar dat dat gebied zich uitstrekt over het ambtsgebied van het aartsbisdom in zijn geheel, te weten de provincie Vlaams-Brabant, de provincie Waals-Brabant, het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en het administratief arrondissement Mechelen, met uitzondering van de kantons Lier en Heist-op-den-Berg.

Bij ontstentenis van een samenwerkingsakkoord dat met toepassing van artikel 92bis, § 2, h), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 gesloten is onder de gewesten, komt het niet aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toe om als enige de artikelen 17bis tot 17quinquies van de voornoemde wet van 4 maart 1870 te wijzigen. Overeenkomstig artikel 94, § 2, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 blijven intussen deze laatste bepalingen van toepassing.

De paragrafen 1 en 2 van artikel 38 van het voorontwerp moeten derhalve vervallen.

In zoverre het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is om de nadere regels betreffende het toezicht op de instellingen belast met het beheer van de temporalien van de islamitische eredienst te regelen, wordt verwezen naar algemene opmerking 5.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J.-C. SCHOLSEM,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

De verslagen werden uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd en Mevr. L. VANCRAVEBECK, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS